

DETERMINANTS ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA RECONVERSION DES ELEVEURS MBORORO DECAPITALISES EN CENTRAFRIQUE

E. MBETID-BESSANE

Université de Bangui, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG), Laboratoire d'Economie Rurale
et de Sécurité Alimentaire (LERSA), BP 1983, Bangui, Centrafrique.
E-mail : mbetid_bessane@hotmail.fr

RESUME

La décapitalisation et la reconversion des éleveurs Mbororo ont pris d'ampleur ces dernières décennies, avec l'augmentation de l'insécurité, en Centrafrique. Il en résulte une réduction du cheptel bovin national, et, donc, une augmentation des prix du bétail ; ce qui constitue une menace pour la sécurité alimentaire. L'objet du présent travail est de cerner les déterminants de la reconversion des éleveurs Mbororo décapitalisés en Centrafrique, afin de proposer au pouvoir public les éléments d'aide à la décision pour leur accompagnement et pour la relance de l'élevage bovin. Les travaux réalisés mettent en évidence que la reconversion des éleveurs Mbororo décapitalisés est déterminée par de nombreux facteurs, parmi lesquels le souci de sécurité et d'intégration sociale. Toutefois, cette reconversion reste partielle pour 86 % des éleveurs Mbororo décapitalisés, qui seraient prêts à revenir à l'élevage si les conditions le permettent. Ainsi, la mise en place d'une politique économique, soutenue par une politique sécuritaire, s'impose à l'Etat, pour la relance de l'élevage bovin en Centrafrique.

Mots clés : Décapitalisation, déterminant, reconversion, éleveurs Mbororo, Centrafrique.

ABSTRACT

ECONOMIC AND SOCIAL DETERMINANTS OF HERDERS MBOROROS'S RECONVERSION DECAPITALISED
IN CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

The decapitalization and reconversion of herders Mbororos are taking in importance during these decades with increasing of insecurity in Central African Republic. This situation has led to decreasing the national bovine livestock, and thus to increasing livestock prices, which is a threat to food security. This purpose study is to identify the determinants of reconversion of herders Mbororos decapitalised in Central African Republic in order to provide Governments with elements to help decision-making, for their coaching and for reviving cattle. This work carried out show that the retraining of herders Mbororos decapitalised is determined by many factors, whose most important are survival logic, the need of recapitalization, security and social integration. However, this reconversion remains partial for 86 % of herders Mbororos decapitalised who are willing to return to the breeding if conditions allow. Thus, the implementation of economic policy, supported by a security policy is required for the State, in order to revive cattle farming in Central African Republic.

Key words : Decapitalization, determinants, reconversion, herders Mbororo, Central African Republic.

INTRODUCTION

En Centrafrique, le sous-secteur de l'élevage a contribué en 2010 pour 14 % à la formation du Produit intérieur brut, et pour 33 % au Produit intérieur brut agricole, selon les données de l'Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales. Cet apport est lié aux trois systèmes d'élevage pratiqués dans le pays, à savoir : l'élevage bovin transhumant, l'élevage bovin sédentaire et l'élevage du petit bétail. Toutefois, l'élevage bovin est pratiqué en majorité par des éleveurs Mbororo (environ 90 % des effectifs) et concentré, surtout, dans les régions du Nord-Ouest et du Centre-Est du pays. En dépit de son importance économique, les deux dernières décennies ont été marquées par une crise de l'élevage bovin dans le pays. Les causes de cette crise, qui a instauré un processus de paupérisation des éleveurs Mbororo et de leur reconversion, sont diverses (Mbaïkoua, 2009 ; Tidjani, 2009 ; Seignobos, 2011).

En effet, les études des années 80 touchaient déjà au problème de la décapitalisation et de la reconversion des éleveurs Mbororo. Le Masson (1985), dans une étude sur les éleveurs Mbororo de l'Ombella-Mpoko, avait évoqué le problème de leur reconversion lié aux coûts d'approvisionnement en vivriers. Il a montré que certains éleveurs Mbororo, ayant des cheptels de taille réduite, et ne pouvant pas faire face à ces coûts, se sont lancés dans les cultures vivrières. Ainsi, 48 % de ces éleveurs se sont engagés dans la production vivrière pour leur sécurité alimentaire. Morize (1985) avait décrit les prémices de la décapitalisation et de la reconversion de ces éleveurs. Il a montré que des éleveurs Mbororo sont victimes d'une réduction importante de la taille de leurs troupeaux. En outre, Le Masson et Remayeko (1990) ont évalué à 20 % le taux d'éleveurs Mbororo qualifiés d'appauvris, et, ils ont évoqué trois principales causes : le banditisme et le racket dont ils ont été victimes (coupeurs de route) ; les pertes liées au mauvais état sanitaire des animaux ; et les conflits avec les agriculteurs. Mais, le problème semble également lié à un profond changement de mentalité chez les nouvelles générations d'éleveurs Mbororo qui, attirées par la société moderne, ont vu croître leurs besoins financiers et ont dû augmenter leurs dépenses pour les satisfaire (Morize, 1985), ou encore, qui ont opté pour le banditisme en devenant eux-mêmes des coupeurs de route (Seignobos, 2011) afin de

racketter des commerçants, des agriculteurs, etc.

Le contexte de la décapitalisation et de la reconversion des éleveurs Mbororo a évolué et, a pris une ampleur par la gravité du problème de coupeurs de route ou de rebellions à répétition, dans le pays. Ainsi, certains éleveurs Mbororo ont émigré au Cameroun et au Tchad (Ankogui-Mpoko *et al.*, 2009) et d'autres, se trouvant dans l'incapacité de quitter le pays, assistent à la perte de leur cheptel, et donc à leur décapitalisation (Tidjani, 2009). Cette situation a conduit à la réduction du cheptel bovin, avec pour corollaire la hausse des prix, créant ainsi un problème d'accessibilité des consommateurs aux produits animaux et une menace pour la sécurité alimentaire des populations (Walidou, 2008).

La reconversion des éleveurs décapitalisés dans d'autres activités est une alternative à l'élevage bovin, ce qui constitue une préoccupation majeure du pouvoir public pour le devenir de ce type d'élevage dans le pays. Ainsi, l'objet de ce travail est de cerner les déterminants de la reconversion des éleveurs Mbororo décapitalisés, en vue de fournir au pouvoir public les éléments d'aide à la décision pour leur accompagnement dans le processus de reconversion, et pour la relance de l'élevage bovin en Centrafrique.

METHODOLOGIE

APPROCHES THEORIQUE ET CONCEPTUELLE

La reconversion est la réadaptation à des conditions nouvelles, qui impliquent le développement de nouvelles stratégies, passant par l'exercice d'une nouvelle activité. Dans la majorité des cas, la reconversion vers une nouvelle activité pose davantage de problèmes, et comporte un grand nombre d'incertitudes ou risques techniques, qui ont un coût économique pour les producteurs agricoles.

La décision d'entamer une reconversion est, en partie, tributaire des considérations économiques ; mais, des éléments techniques et sociaux entrent également en ligne de compte (Pago, 2001). L'éleveur Mbororo choisira ainsi l'activité qui lui procure le plus de satisfaction (Varian, 2006).

Si un éleveur i possède une fonction d'utilité $U_{ij} = U_{ij}(X_i)$ variant selon l'activité j choisie ($j = 1, 2$; X_i est un vecteur colonne de k facteurs, déterminant le choix des activités et l'utilité résultant du choix), il choisira l'activité 1 si $U_{i1} > U_{i2}$. Cette préférence de choix de l'éleveur peut être représentée par la variable latente Y_i^* telle que : $Y_i^* = \beta X_i + \varepsilon_i$, avec β un vecteur ligne de k paramètres et ε_i une perturbation aléatoire ; $Y_i^* > 0$ si $U_{i1} > U_{i2}$; $Y_i^* \leq 0$ si $U_{i1} \leq U_{i2}$.

En définissant une variable dichotomique Y_i , telle que $Y_i = 1$, si l'activité 1 est choisie et $Y_i = 0$; sinon, la probabilité P_i de choix de l'activité 1 est donnée par :

$P_i = \text{Prob}(Y_i = 1) = \text{Prob}(Y_i^* > 0) = \text{Prob}(\beta X_i + \varepsilon_i > 0) = \text{Prob}(\varepsilon_i > -\beta X_i)$. En supposant une distribution symétrique de ε_i , on obtient : $P_i = \text{Prob}(\varepsilon_i < \beta X_i) = F(\beta X_i)$, F étant une fonction de répartition définie par la loi de ε_i . Selon que ε_i suit une loi normale ou logistique, le choix de l'éleveur peut être représenté par un modèle logit ou probit (Greene, 2005).

METHODE D'ESTIMATION DU MODELE ET TERRAIN DE RECHERCHE

L'analyse économétrique permet de mettre en évidence les déterminants de la reconversion des éleveurs Mbororo décapitalisés par la méthode de maximum de vraisemblance (Greene, 2005). La variable expliquée est binaire, et elle est représentée par le choix ou non de la reconversion de l'éleveur Mbororo. Les variables explicatives sont des variables économiques tels que la logique de survie et le besoin de recapitalisation, ainsi que des variables sociales tels que l'âge de l'éleveur décapitalisé et le souci de sécurité ou d'intégration sociale.

Le terrain de recherche couvre les régions du Nord-Ouest et du Centre-Est du pays, à cause de leur importance en élevage bovin. Le choix des éleveurs enquêtés a été fait, de concert avec les agents de la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) et de l'Agence Nationale de Développement de l'Elevage (ANDE). Ce choix tient compte des Communes d'élevage et a permis de constituer un échantillon de 150 éleveurs Mbororo décapitalisés, soit 75 par région ; il s'agit des éleveurs décapitalisés qui étaient présents le jour de l'enquête.

RESULTATS ET DISCUSSION

CAUSES DE LA DECAPITALISATION DES ELEVEURS MBORORO

La Centrafrique qui, par le passé, importait du bétail, est parvenue à se hisser au rang des exportateurs du bétail en Afrique Centrale, grâce aux politiques mises en place par les gouvernements successifs, mais, aussi, du fait d'un professionnalisme des éleveurs Mbororo. Cette situation a permis d'assurer à la population une sécurité alimentaire, ainsi que des revenus (Walidou, 2008). En dépit de cette performance, la situation de l'élevage s'est dégradée ces vingt dernières années, et, la filière connaît une crise sans précédent, au point d'aggraver la situation, très précaire, des éleveurs Mbororo. Ceux-ci sont alors devenus, à la fois les premières victimes de cette situation, mais aussi des acteurs, comme au Cameroun (Seignobos, 2011). Cette crise a conduit à la perte du capital détenu par ces éleveurs, leur cheptel, d'où leur décapitalisation (Tableau 1).

Tableau 1 : Causes de la décapitalisation des éleveurs Mbororo en Centrafrique.

Causes of the decapitalization of herders Mbororos in Central African Republic.

Causes	Région Centre-Est (%)	Région Nord-Ouest (%)	Ensemble (%)
Pathologies animales	73	15	44
Insécurité	19	83	51
Autres	8	2	5

Selon nos travaux, quoi que chaque région ait sa spécificité, deux causes principales expliquent la décapitalisation des éleveurs Mbororo en Centrafrique. Il s'agit de l'insécurité, pour 51 % des cas, et les pathologies animales, pour 44 % des cas. Les autres causes, représentant les 5 % de cas, concernent essentiellement l'héritage, ainsi que les conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Pathologies animales, première cause de décapitalisation dans le Centre-Est

Les contraintes pathologiques constituent la principale cause de la décapitalisation des éleveurs Mbororo, dans le Centre-Est, puisque les maladies animales favorisent la disparition du bétail et, donc, la perte du capital de l'éleveur (Tidjani, 2009). En effet, la Centrafrique reçoit l'afflux de bétail en provenance des pays voisins, notamment du Tchad et du Soudan, ce qui l'expose aux maladies importées par le bétail venant de l'extérieur. Elle représente un creuset favorable aux maladies parasitaires, phénomène aggravé par le déplacement de l'élevage bovin vers le Sud et le Sud-Est, où les conditions sanitaires sont encore défavorables (Kadéko-Tigagué, 2001).

Insécurité, première cause de décapitalisation dans le Nord-Ouest

La décapitalisation des éleveurs Mbororo du Nord-Ouest résulte, essentiellement, du déficit sécuritaire dans le pays (Mbaïkoua, 2009). En effet, la persistance de l'insécurité, marquée par les différents conflits armés qui ont secoué le pays, et l'absence de l'autorité de l'Etat dans la plupart des régions, a contribué fortement à cette situation qui rend beaucoup d'éleveurs Mbororo victimes de la perte de leur cheptel, leur capital. L'insécurité se manifeste par des actes posés par des coupeurs de route, telles les prises d'otages des enfants, avec demande de forte rançon (de 500 000 FCFA à plus de 1 000 000 FCFA, par enfant). Pour satisfaire la demande des ravisseurs, les éleveurs sont obligés de brader leur bétail, afin de parvenir à libérer leurs enfants (Picard *et al.*, 2001).

Certains éleveurs, convoyant leurs troupeaux au marché à bétail de Bangui, sont suivis par des coupeurs de route qui attendent leur retour pour les déposséder des ressources générées par la vente.

Héritage et conflits agriculteurs-éleveurs comme causes indirectes

Le système d'héritage en milieu Mbororo est l'une des sources de décapitalisation du cheptel bovin. Un chef de famille Mbororo doit, dans la logique de sa coutume, donner au moins 5 bovins adultes à ses enfants en âge de se marier (Walidou, 2008). Celui d'entre ces chefs de famille qui est polygame, aura ainsi plusieurs enfants auxquels il doit donner autant de fois cinq bovins. Par ailleurs, les éleveurs Mbororo sont soumis aux aléas climatiques, qui les obligent à la pratique de la transhumance, à la recherche de pâturages et de points d'eau, pour la survie du bétail. Malheureusement, ces déplacements conduisent, le plus souvent, à des conflits nés, suite aux passages des troupeaux dans les champs des agriculteurs dont ils détruisent les cultures. Le règlement du conflit se fait, toujours, au détriment de l'éleveur (Ankogui-Mpoko, 2002), qui est condamné à dédommager l'agriculteur, ce qui l'oblige à vendre une partie de son cheptel.

DETERMINANTS DE LA RECONVERSION DES ELEVEURS MBORORO DECAPITALISES

Facteurs explicatifs de la reconversion

Après la décapitalisation, plusieurs facteurs interviennent dans la prise de décision de la reconversion des éleveurs Mbororo. L'analyse des déterminants du choix de la reconversion de ces éleveurs, à l'aide du modèle logit, a révélé que les variables économiques tels que la logique de survie et le besoin de recapitalisation, ou la variable sociale tel que le souci de sécurité et d'intégration sociale, ont un impact sur la probabilité de ce choix. En revanche, l'âge de l'éleveur n'a pas d'impact sur la probabilité de choix de la reconversion, au seuil de 5 % (Tableau 2).

Tableau 2 : Estimation du modèle logit de choix de la reconversion des éleveurs Mbororo.

Estimation of logit model of choice for the reconversion of herders Mbororos.

Variables	Coefficients	Ecart-types	P > Chi ²
Age du chef d'exploitation	0,209	0,231	0,370
Souci de sécurité et d'intégration sociale	0,421	0,122	0,009
Logique de survie	0,855	0,202	0,005
Besoin de recapitalisation	0,599	0,172	0,008
-2 Log (Vraisemblance) :	132,511	R ² (Nagelkerke)	: 0,773
R ² (McFadden) :	0,705	Nombre d'observations	: 150
R ² (Cox and Snell) :	0,649		

La logique de survie, suite à la précarité occasionnée par la perte du bétail apparaît être le premier déterminant de la prise de décision des éleveurs décapitalisés, car ils se retrouvent face à une pénible réalité, démunis de tout ce qui leur assurait un revenu. C'est pourquoi Seignobos (2011) qualifie la perte du cheptel chez le Mbororo de deuil impossible. L'urgence pour les éleveurs Mbororo est désormais de retrouver une activité, le plus tôt possible. La majorité des éleveurs affirment que cette reconversion est dictée par la logique de survie et que la seule activité adaptée à la réalité du moment n'est autre que l'agriculture, qui est, non seulement, la seule alternative qui s'offrirait à eux, mais surtout, la seule qui soit proche de l'élevage, et à même de répondre à leur besoin alimentaire (Le Masson et Remayeko, 1990 ; Seignobos, 2011). La diminution des effectifs de troupeaux, conduisant, par la suite, à leur disparition, et la transformation progressive des éleveurs en agriculteurs, ont entraîné l'apparition d'une nouvelle exigence pour les éleveurs appauvris, qui doivent désormais assurer, pour l'essentiel, leur propre ravitaillement en aliments de base. Par le passé, les éleveurs, disposant encore du bétail, se servaient de la vente de leurs animaux pour acquérir les produits vivriers nécessaires à leur alimentation ; aujourd'hui, la décapitalisation oblige les éleveurs à se reconverter en agriculteurs, pour produire, eux-mêmes, ces vivriers, et à se sédentariser, comme ceux du Tchad et du Cameroun (Kossoumna-Liba'a, 2008).

La reconversion des éleveurs Mbororo est aussi déterminée par le besoin de recapitalisation. Les éleveurs appauvris par la décapitalisation entreprennent de nouvelles activités qui, non seulement, constituent une alternative à l'élevage bovin, mais aussi, leur permet de retrouver leur niveau de revenu acquis dans le passé (Picard *et al.*, 2001). Dans ce cas précis, l'objectif n'est

pas seulement de pratiquer une nouvelle activité pour la subsistance, mais de chercher, à travers cette activité, à générer suffisamment de ressources financières en vue d'une recapitalisation. Les enquêtes menées sur le terrain prouvent que certains éleveurs, surtout ceux qui choisissent de s'installer hors des zones agricoles, et ceux exerçant des activités de prestations de service (mercenariat, gardiennage, maraboutage, petit commerce, artisanat minier...), sont motivés par le désir de se recapitaliser.

La persistance de l'insécurité, la faible intégration des éleveurs Mbororo au niveau local, et l'absence de capital social pour les populations autochtones, s'expliquent, en partie, par le contexte historique (Kotaguinza, 2002 ; Le Masson et Remayeko, 1990). Beaucoup d'éleveurs s'installent dans les villages pour échapper aux exactions des coupeurs de route. Puisqu'un nombre croissant de ces éleveurs perdent tous leurs animaux, certains sont obligés de se tourner vers l'agriculture et de plus en plus vers les activités pouvant leur permettre de se sentir en toute sécurité. D'autres s'établissent en ville afin de changer d'emploi et d'adopter une nouvelle forme de vie dans le souci de s'intégrer dans la société moderne, et de vivre loin des contraintes sécuritaires imposées par la pratique de l'élevage.

Processus de reconversion

Le processus de reconversion des éleveurs Mbororo en agriculteurs ou prestataires de service s'opère à travers un certain nombre de phases successives. La première phase, qui est celle de la sédentarisation et d'identification, consiste, pour l'éleveur décapitalisé, à chercher, tout d'abord, à s'installer sur place, contrairement aux activités d'élevage transhumant, qui exigent un perpétuel déplacement (Kossoumna-

Liba'a, 2008). L'éleveur ne disposant plus de bétail, est obligé de se sédentariser en trouvant un local pouvant l'abriter avec sa famille. Cette sédentarisation dépend de la nature de l'activité de reconversion choisie par l'éleveur décapitalisé. C'est ainsi que pour les éleveurs reconvertis en agriculteurs, l'installation signifie qu'ils doivent s'installer près des zones agricoles. En revanche, pour les éleveurs reconvertis en prestataires de service, la destination de choix se trouve être la ville, qui pourra leur offrir les activités désirées (Tidjani, 2009).

Les travaux menés ont montré que 72 % des éleveurs reconvertis choisissent, prioritairement, les activités agricoles au moment de leur reconversion, alors que 28 % s'orientent vers des prestations de service.

Enfin, l'identification de la nouvelle activité interviendra après l'installation. Certains éleveurs ont réussi à anticiper leur reconversion en identifiant, préalablement, les activités (Blanc *et al.*, 1992); en revanche, d'autres, ayant perdu brusquement leur bétail, n'ont pas eu la possibilité d'anticiper. L'identification de la nouvelle activité est liée à la situation et au degré d'appauvrissement de l'éleveur. Toutefois, les travaux menés ont montré que la majorité des éleveurs choisissent les activités agricoles au moment de leur reconversion, parce que cette activité constitue, pour eux, la seule alternative du fait de sa proximité avec l'élevage, et leur offre des possibilités de subvenir à leur besoin alimentaire (Le Masson et Remayeko, 1990).

Une fois la nouvelle activité identifiée par l'éleveur décapitalisé, la nécessité de préparer la reconversion s'impose. Cette préparation, qui peut être courte ou longue, démarre, pour les éleveurs reconvertis en agriculteurs, par la recherche des terres agricoles fertiles, l'achat des matériels agricoles (houes, haches, machettes...) et des semences. La prochaine étape consiste à solliciter les services des agriculteurs, pour la mise en valeur des terres agricoles. Enfin, l'apprentissage des techniques agricoles et la participation effective de l'éleveur reconverti aux opérations, afin de lui permettre d'appréhender les techniques culturales et de les intégrer définitivement. Concernant les éleveurs Mbororo qui choisissent les activités de prestataire de service, la phase de préparation consiste à procéder à l'analyse des opportunités qu'offre la ville en matière d'emplois.

Durée du processus de reconversion

La durée du processus de reconversion des éleveurs Mbororo peut être longue (plus de 6 mois) ou courte (moins de 6 mois), car elle dépend d'une part, de la situation dans laquelle se trouve l'éleveur après l'extinction de ses animaux, et d'autre part, des circonstances du moment. Selon nos résultats, environ 65 % d'éleveurs Mbororo estiment que leur reconversion a pris du temps, contre 35 % qui déclarent s'être reconvertis dans un court délai.

La connaissance de la durée de reconversion s'avère nécessaire dans la mesure où, plus la durée de reconversion est longue, plus l'éleveur subit fortement les conséquences de sa décapitalisation, puisqu'il est confronté à un chômage de longue durée, source de pauvreté accrue et de déséquilibre social. En revanche, une reconversion rapide est synonyme d'allègement d'une partie des difficultés liées à la décapitalisation, même si la nouvelle activité embrassée par l'éleveur n'est pas très satisfaisante, en termes de génération de revenu et de création de bien être social (Tidjani, 2009).

En outre, les travaux ont montré que 52 % des éleveurs déclarent leur insatisfaction suite à l'exercice de leurs nouvelles activités, au point où ils concluent que l'élevage bovin reste, pour les Mbororo, la meilleure activité. En revanche, ils sont 48 % à estimer que la nouvelle activité leur procure satisfaction. Les éleveurs reconvertis en agriculteurs, bien que satisfaits en majorité de leurs nouvelles activités agricoles, considèrent que leur reconversion demeure partielle, et ils sont disposés à reprendre l'élevage si les conditions s'amélioraient; de même, que la moitié de ceux qui ont opté pour les prestations de service, soit 86 % des éleveurs Mbororo reconvertis. Toutefois, cette volonté de retour à l'élevage est subordonnée à une amélioration de la situation sécuritaire dans le pays. En revanche, les autres, représentés à 14 %, ne sont pas prêts à revenir à leur activité initiale (élevage bovin).

CONCLUSION

L'analyse économétrique des déterminants du choix de la reconversion des éleveurs Mbororo décapitalisés en Centrafrique, à l'aide du modèle logit, a révélé que les variables économiques

tels que la logique de survie et le besoin de recapitalisation, et la variable sociale tel le souci de sécurité et d'intégration sociale, ont un impact significatif sur la probabilité des choix de reconversion. Toutefois, la reconversion reste partielle pour 86% des éleveurs Mbororo décapitalisés, qui seraient prêts à revenir à l'élevage si les conditions le permettent.

Ainsi, pour relancer les activités d'élevage dans ce contexte, la mise en place d'une véritable politique économique, soutenue par une politique sécuritaire, s'impose à l'Etat. Les stratégies mises en œuvre doivent permettre de lutter efficacement contre les maladies animales qui déciment le cheptel bovin. Il s'agit de déployer, dans les zones d'élevage, des techniciens de santé animale dotés des moyens conséquents, pour mener des actions préventives contre les pathologies et procéder à l'analyse rapide de certaines de ces pathologies. Un accent particulier doit être mis sur la question de l'approvisionnement des éleveurs en intrants vétérinaires, ainsi que sur leur disponibilité et leur accessibilité, à tout moment et en tout lieu.

En outre, la mise en place d'une politique sécuritaire à travers tout le pays est indispensable pour permettre aux éleveurs Mbororo de pratiquer l'élevage en toute quiétude, sans risques de prises d'otages avec demande de rançon, de vols du bétail ou de rackets, et en réduisant les tracasseries administratives, les conflits avec les agriculteurs, etc. La minimisation des conflits avec les agriculteurs passe également par la création des pistes de convois pour l'acheminement du bétail et la délimitation de nouvelles zones d'activités.

Enfin, la mise en place d'un programme de formation et d'encadrement agricole des éleveurs Mbororo aux techniques culturales, à la diversification des activités et aux notions d'épargne s'avère indispensable pour leur accompagnement dans le processus de reconversion.

REFERENCES

- Ankogui-Mpoko G. F. 2002. Sociétés rurales, territoires et gestion de l'espace en République Centrafricaine. La difficile intégration de l'élevage et de l'agriculture au nord-est de Bambari. Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Bordeaux 3 (France), 393 p.
- Ankogui-Mpoko G. F., Passingring K., Ganota B. et D. Kadékoy-Tigagué. 2009. Insécurité, mobilité et migration des éleveurs dans les savanes d'Afrique Centrale. Actes du colloque «savanes africaines en développement : innover pour durer», 20 - 23 avril, Garoua, Cameroun, 22 p.
- Blanc F., Le Masson C., Ramayeko A., Le Masson A., Le Gall F. et P. Lhoste. 1992. Eleveurs Mbororo de République Centrafricaine : les raisons d'un engagement agricole irréversible. Cahiers de la Recherche Développement 32 : 6 - 18.
- Greene W. 2005. Econométrie. Pearson Education, 5^e éd., Paris, 943 p.
- Kadékoy-Tigagué D. 2001. Diagnostic de la filière bovine sur pieds en République Centrafricaine. Rapport de recherche, ICRA / PRASAC, Bangui, 42 p.
- Kossoumna Liba'a N. 2008. De la mobilité à la sédentarisation : gestion des ressources naturelles et des territoires par les éleveurs Mbororo au Nord du Cameroun. Thèse de Doctorat en Géographie, Université Paul Valéry, Montpellier (France), 301 p.
- Kotaguinza G. 2002. Développement du secteur d'élevage centrafricain. Rapport d'étude, FIDE, Bangui, 76 p.
- Le Masson C. 1985. Les éleveurs Mbororos de l'Ombella-Mpoko. Rapport d'étude, PNDE, Bangui, 52 p.
- Le Masson C. et A. Remayeko. 1990. Les éleveurs Mbororos, étude socio-économique. Rapport d'étude, ANDE, Bangui, 63 p.
- Mbaïkoua M. N. 2009. Les rapports entre les paysans et les éleveurs Mbororo. Journées d'études «Les ruraux centrafricains, entre dynamiques de marginalisation et stratégies d'adaptation : état des lieux, états des savoirs», Université de Bangui, 11 et 12 mai, Centrafrique, 26 p.
- Morize J. 1985. Etude pour la mise en place d'un programme de vulgarisation pour le projet de développement de l'élevage et de gestion de parcours. Rapport d'étude, PNDE, Bangui, 58 p.
- Pago M. 2001. Conversion à l'agriculture biologique : le cas de la production laitière. Educagri Edition, Paris, 118 p.
- Picard J., Modibo W. C., Mbaïki L. et C. Arditi. 2001. Etude socio-économique des éleveurs

- Peuls de Centrafrique. PAOP-SE / DAM-FNEC, Bangui, 72 p.
- Seignobos C. 2011. Le phénomène Zargina dans le nord du Cameroun. Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo. *Afrique Contemporaine* 239 : 35 - 59.
- Tidjani I. 2009. Décapitalisation des éleveurs mbororos et leur reconversion en agriculteurs ou prestataires de service en Centrafrique : Cas de la sous-préfecture de Bambari. Mémoire de Maîtrise en Sciences Economiques, Université de Bangui (Centrafrique), 64 p.
- Varian H. R. 2006. *Analyse microéconomique*. De Boeck, 6^e éd., Bruxelles, 824 p.
- Walidou F. S. 2008. Impact de l'émigration des éleveurs peuls sur la sécurité alimentaire à Bangui. Mémoire de Maîtrise en Sciences Economiques, Université de Bangui (Centrafrique), 54 p.